

SOIXANTE-DIX ANS D'ISRAËL

■ Le 14 mai 1948, l'indépendance de l'État d'Israël était proclamée par David Ben Gourion. Soixante-dix ans après, l'universitaire Denis Charbit décrit les espérances et les inquiétudes qui traversent l'inconscient collectif de ce jeune pays. L'avocat Gilles-William Goldnadel analyse, pour sa part, les évolutions du regard français sur l'État juif.

➤ Lire aussi PAGES 6 à 9

En Israël s'affrontent quatre visions de l'avenir

S'il y a bien un sentiment qui prédomine parmi les Israéliens en cette année de célébration du 70^e anniversaire de l'État d'Israël, c'est celui d'être passé de la fragilité existentielle à la sûreté de soi, de l'inquiétude à la sérénité. Autrefois, Israël était une société où régnait la rareté, elle est aujourd'hui une société d'abondance; on y menait une vie ascétique et rude, une vie spartiate; et Sparte s'avère n'avoir pas étouffé la vitalité d'une agora démocratique inspirée d'Athènes avec des élections à répétition et des milliers d'associations émanant de la société civile qui animent l'espace public.

« Ils veulent être heureux », ironisait le philosophe allemand Hermann Cohen. Cette quête de bonheur, incongrue il y a soixante-dix ans, puisqu'il s'agissait pour les exilés des quatre coins de la terre de parer d'abord à l'essentiel – un logement, un emploi –, est aujourd'hui un horizon concevable. Pays en voie de développement dans les années 1960, Israël est aujourd'hui un pays développé, à la pointe de la recherche scientifique et technologique. Et, s'il y a un demi-siècle, les proesses agricoles et militaires étaient la quintessence du nouvel homme juif, de nos jours, la créativité se manifeste également dans les champs artistique, cinématographique et littéraire. Ce constat, la plupart des Israéliens y souscrivent, à ceci près que si, pour les uns, il ne faut retenir que les succès, compte tenu de la haine et de la diffamation systématique dont

consensuel? Et l'aspiration à créer une nouvelle société solidaire, sinon égalitaire?

Il ne faut pas craindre de regarder les choses en face, en commençant par admettre qu'un tiers des Israéliens ne se sentent pas concernés par ce bilan exemplaire: ce sont tout d'abord les Arabes israéliens – ou les Palestiniens d'Israël. Idéologiquement parlant, ils ne sont pas invités à la fête, pas plus d'ailleurs qu'ils ne veulent y participer. Défini comme État juif, Israël les exclut symboliquement, alors même qu'ils disposent, parallèlement, en tant que citoyens d'un État démocratique, des droits civils, civiques, politiques, individuels et collectifs. Considérant le

On risque de se transformer en statue de sel à refuser de voir les mutations sociales, démographiques et culturelles qui traversent le pays

chaos qui règne dans le monde arabe, ils s'accrochent de l'État d'Israël et participent de la prospérité, de la stabilité et de la sécurité qui y règnent, mais s'interdisent d'exprimer la moindre gratitude en public tant qu'Israël domine les Territoires occupés où vivent leurs frères palestiniens.

Les ultraorthodoxes refusent, eux aussi, de prendre part aux célébrations. Cependant, ils ne peuvent pas ne pas admettre qu'au sein de cet État d'Israël laïque qu'ils représentent, il n'y a jamais eu un si grand nombre de synagogues et de yeshivot (lieux d'étude) depuis que le judaïsme existe.

S'il n'est pas inopportun en cette circonstance de regarder en arrière, on risque de se transformer en statue de sel à refuser de voir les mutations sociales, démographiques et culturelles qui traversent le pays. Comme l'a rappelé Reuven Rivlin, le président de l'État d'Israël, dans un discours fondateur prononcé quelques mois après son

élection, en 2014, Israël ne peut plus être perçu comme il était autrefois, c'est-à-dire une collectivité homogène juive et laïque autour de laquelle gravitent des groupes minoritaires marginaux, arabes et religieux. D'ici deux à trois décennies, Israël pourrait bien émerger comme un pays composé de quatre « tribus » à poids démographique égal: un quart d'Arabes israéliens, musulmans pour la plupart; un quart d'ultraorthodoxes juifs; un quart de sionistes religieux soutenant avec détermination le maintien d'Israël en Judée-Samarie; un quart de Juifs laïques.

Face à cette évolution, on devine l'ampleur des nouveaux défis qu'Israël aura à relever. Le premier est d'ordre économique: Israël ne pourra garantir sa prospérité dans les décennies à venir que si l'État parvient à intégrer dans le marché du travail deux populations qui sont actuellement sous-

employées: les hommes ultraorthodoxes qui privilégient l'étude talmudique et les femmes en secteur arabe qui restent au foyer. Ce défi exige principalement des investissements considérables pour améliorer les infrastructures et les transports publics, mais également des accommodements culturels.

Le second défi est d'ordre politique: les quatre « tribus » d'Israël sont chacune animées de visions du monde contradictoires. Elles se perçoivent également comme menacées les unes par les autres, tels les laïques qui vivent à Tel-Aviv en citadelle assiégée et redoutent la pression des partis religieux. Israël est un pays moderne et démocratique où, cependant, les communautarismes sont protégés, voire encouragés. L'intégration ne signifie guère l'alignement de groupes minoritaires sur un modèle dominant, mais bien la reconnaissance de leur droit à s'épanouir et à évoluer comme ils l'entendent, sans pression directe venue d'en haut.

Deux perspectives se dessinent. Elles s'appuient sur la définition officielle d'Israël comme État juif et démocratique: la première entend faire prévaloir la suprématie de son caractère juif aux dépens de sa nature démocratique. Sans mettre en cause cet équilibre sur lequel Israël repose, une seconde tendance prône le développement d'un consensus inclusif qui établirait le lien social sur le bien commun au lieu de pousser les groupes à se soumettre ou à se démettre. Il implique de dépasser la peur pour se connaître enfin, se parler, plutôt que de s'ignorer, s'effrimer et de perpétuer ainsi les fantasmes.

En soixante-dix ans, l'État d'Israël a gagné la bataille de la légitimité parmi les Juifs de la diaspora. Autrefois méfiante voire hostile, la diaspora adhère pleinement à Israël, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'elle s'aligne sur tous ses choix. L'État d'Israël a gagné également la bataille de la légitimité internationale. Il entretient aujourd'hui des relations diplomatiques avec la plupart des pays de la planète. Reste la reconnaissance du monde arabe et du peuple palestinien. La paix avec l'Égypte et avec la Jordanie est un traité d'État à État, pas une réconciliation entre les peuples. Trop d'Israéliens et trop de Palestiniens demeurent convaincus que leur droit sur cette terre disputée est indiscutable, et donc exclusif, niant le droit de l'autre peuple à une patrie sur cette même terre. Dès lors, l'occupation et la colonisation nourrissent la prétention des Israéliens à maintenir une autorité sans concession, tandis que le terrorisme nourrit la conviction que la présence des Juifs en Palestine reste toujours indésirable.

** Maître de conférences en sociologie et science politique à l'Université ouverte d'Israël. A notamment publié « Israël et ses paradoxes. Idées reçues sur un pays qui attise les passions », préface d'Élie Barnavi (Le Cavalier Bleu, 2018).*



DENIS CHARBIT

D'ici vingt ou trente ans, l'État hébreu pourrait compter un quart d'Arabes israéliens, tandis que les Juifs laïques, sionistes religieux et ultraorthodoxes représenteront vraisemblablement trois groupes d'égale importance, explique l'universitaire israélien*.

Un État-nation occidental, avec ses frontières et une identité culturelle

Au moment où l'État juif fête ses 70 ans, il est non seulement intéressant mais crucial d'interroger les raisons qui font que le regard que les Français lui portent s'est modifié en profondeur.

On peut tenter de tergiverser, on peut essayer, non sans raison, d'opposer le regard médiatique et conformiste à celui de la France charnelle. On peut se consoler en consultant des sondages en rien catastrophiques. Il n'empêche. Quelles sont loin les années d'avant l'indépendance où Français et sionistes faisaient corps pour forcer clandestinement les barreaux de la Royal Navy, les soutes des rafiots en partance de Port-de-Bouc, pleines de réfugiés des camps d'extermination. Elle est loin la IV^e République socialiste et radicale, celle des Bourges-Maunoury, Félix Gaillard, Guy Mollet ou Christian Pineau, prête à partir en guerre contre le nassérisme ou à permettre à l'État hébreu d'assurer sa survie avec l'arme suprême.

Le tournant, le virage tragique, on le connaît: 1967, la guerre des Six-Jours et la transformation symbolique du peuple de déportés en nation occupante. Le changement est brutal: la victoire de la petite armée hébraïque contre l'armée du pharaon dans les sables du Sinaï, vécue par le peuple de France comme une manière de miracle. Las, quelques mois plus tard, le maintien de soldats dans des territoires où une large partie de la population autochtone n'en veut pas autorisera dès lors la dure réalité d'une occupation et les pires fantasmes des comparaisons obscènes avec la période hitlérienne.

Que l'on m'entende bien: on peut parfaitement considérer, comme le font

au demeurant de nombreux Israéliens, que la poursuite de l'occupation en Cisjordanie, et davantage encore la politique d'implantations, aura gâché durablement la perception à l'étranger de la nation israélienne.

Au rebours, on peut tout à fait soutenir que c'est l'irréductibilité de l'islamo-nationalisme palestinien consubstantiellement antisémite, comme en atteste encore récemment les propos de Mahmoud Abbas, qui a placé l'État juif dans une alternative diabolique: céder les Territoires et perdre un glaci stratégique existentiel ou les conserver au risque de se perdre.

Mais l'essentiel, à mes yeux, est ailleurs: je veux soutenir ici que, quel que soit le regard que l'on porte sur la politique israélienne, celui que l'on porte sur l'État démocratique est rien moins que rationnel et en dit long, non seulement sur l'État juif, mais plus encore sur l'Occident.

Et nous ne sommes plus dans la réflexion politique mais dans la psychologie de l'inconscient collectif. Après juin 1967, mai 1968. La première génération qu'adulte, frappée en plein cœur par la révélation de la Shoah et des crimes de la collaboration. « Nous sommes tous des Juifs allemands », crient les manifestants qui protestent contre l'expulsion de Cohn-Bendit. Soudain, voilà que l'être juif souffrant devient une qualité. « CRS SS! » L'absurde amalgame entre l'État nazi et l'État-nation occidentale. Une nouvelle religion postchrétienne est née. Irrationnelle en diable. La Shoah est vécue comme une nouvelle Crucifixion. Il faut dire que le Juif en pyjama rayé ressemble à s'y méprendre à Jésus le juif crucifié: décharné, il ne sourit pas, il ne se défend pas.

Il voilà où je veux en venir: l'Occident postchrétien venait de se réconcilier avec son Juif autrefois honni: il n'était plus le

déicide mais au contraire le supplicié. Et voici que le Juif israélien, le Judas, faisait le coup de feu et devenait l'occupant! Celui qui adorait le Juif en pyjama rayé ne pouvait, dépité, qu'abhorrer l'autre en uniforme kaki. La nouvelle religion postchrétienne, profondément honteuse du génocide suprême commis par le plus détestable de tous les Occidentaux, est devenue fondamentalement antioccidentale et elle a tôt fait de descendre de sa Croix le juif israélien déchu pour le remplacer par un Nazaréen de Palestine censé vivre un nouveau calvaire.

Le tournant, le virage tragique, on le connaît: 1967, la guerre des Six-Jours et la transformation symbolique du peuple de déportés en nation occupante

Voilà dans quel cadre fantasmagique un jeune Français d'aujourd'hui a grandi sans le savoir.

Mais il y a autre chose, issu du même traumatisme historique, qui explique pour quelles raisons l'angle du regard sur l'État juif a changé et qui n'a rien à voir avec l'Israël septuaginaire et tout avec la France contemporaine. C'est le regard que l'on porte aujourd'hui sur le devenir d'un État-nation occidental, avec ses frontières et une identité culturelle – pour ne pas écrire ethnique –, à protéger, voire à défendre avec une police et une armée. À un moment où la réticence envers une immigration étrangère illégale est vécue par une partie des élites et des médias comme la manifestation de la xénophobie et du racisme, comment vouloir que la force militaire israélienne soit vécue comme il y a un demi-siècle? Sans parler, évidemment de la transformation de la démographie française, qui fait que nombre de nouveaux arrivants et davantage

leurs descendants, ont été souvent élevés dans l'hostilité à l'État du peuple juif, quand ce n'est pas à ce dernier.

Quittons pour terminer la fantasmagorie collective qui explique la réalité virtuelle pour revenir à la crudité du réel. Soixante-dix ans plus tard, Israël a changé et n'a pas changé. Les kibboutzim existent toujours, mais le rêve n'est plus le même. On ne confie plus ses enfants à une garde commune pour leur enseigner l'idéal sioniste et collectiviste. La société israélienne est dure aux faibles, y compris aux derniers survivants de la Shoah. Le personnel

politique israélien est d'une rare médiocrité morale et intellectuelle, la faute du mode de recrutement de celui-ci à la proportionnelle intégrale. Du temps de Ben Gourion, ce n'était pas très grave, le corps des législateurs, mais à l'heure de la professionnalisation des députés à la Knesset, le résultat est consternant. Mais Israël, c'est aussi la start-up nation qui produit des brevets d'invention, comme nulle autre, à foison. C'est encore, c'est toujours, l'armée d'un peuple décidé à conjurer l'antique malédiction.

Surtout, Israël, assoiffé de paix pour autant qu'elle soit vraie et définitive, est toujours menacé de destruction. De Gaza jusqu'à Téhéran en passant par Sevran. Ontologiquement détesté. Furieusement diffamé. Obsessionnellement observé.

Raison et déraison de plus, quel que soit le regard enflammé ou lucide qu'on lui porte, pour lui souhaiter bon anniversaire.

** Président de l'Association France-Israël, Gilles-William Goldnadel est chroniqueur au Figaro Vox.*



GILLES-WILLIAM GOLDNADEL

De la création de l'État d'Israël à aujourd'hui, le regard sur cette jeune nation a été profondément modifié par la nouvelle morale européenne explique l'avocat.